

Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015

@rib News, 09/04/2015 | Politique - AprÃs plus de deux semaines d'arrÃt, les travaux de l'AssemblÃe nationale repris ce jeudi matin. En effet, 83 dÃputÃs ont rÃpondu prÃsents Ã une sÃance de vote de deux projets de loi dont le projet de loi sur la presse, ils devraient Ãtudier les amendements proposÃs par le SÃnat, ainsi que le projet de loi portant entraide entre le secteur privÃ et le secteur public au Burundi. Ces deux textes ont ÃtÃ adoptÃs Ã l'unanimitÃ dÃputÃs prÃsents. Le prÃsident de la chambre basse du Parlement a admis qu'il y a des problÃmes de fonctionnement de cet organe suite Ã des dÃputÃs qui ne se prÃsentent pas ou presque plus au service. [rtnb/rpa/isanganiro/bonesha/rtr]

- L'ancien porte-parole du prÃsident de la RÃpublique considÃre que les propos tenus par le nouveau porte-parole du parti CNDD-FDD montrent Ã suffisance que ceux qui ont peur de leur sÃcuritÃ ont bel et bien raison. L'Ãonidas Hatungimana considÃre que Daniel GÃlase Ndadirabe est un porte-parole d'un groupuscule composÃ de certains responsables de la tÃte du parti au pouvoir qui ne croient qu'Ã la mort comme solution des problÃmes. Il prÃcise qu'Ã aussi sont sur le point de dÃnoncer ces personnes. Il assure par ailleurs bien connaÃtre ce nouveau porte-parole du parti au pouvoir et annonce que dans les prochains jours, il devra mÃme faire d'autres dÃclarations sur ces personnes, une maniÃre pour lui de dire que Ndadirabe n'est pas capable de tenir secrÃtes les informations dont il dispose. Estimant que de tels propos de la part d'un porte-parole du parti au pouvoir sont dangereux, il tranquillise tout de mÃme la population puisque le CNDD-FDD a des hommes et des femmes capables de conduire le pays et d'Ãviter sa dÃrive due Ã l'action de ce petit groupe qui ne rÃve qu'Ã tuer les autres. [bonesha/isanganiro]

- L'Action ChrÃtienne pour l'Abolition de la peine de mort et contre la Torture au Burundi (ACAT) dÃploire elle aussi les propos du porte-parole du parti CNDD-FDD. Selon le prÃsident de cette association de la sociÃtÃ civile burundaise, c'est une honte pour une personne qui a ÃtÃ Ãlue, qui siÃge au nom du peuple burundais et qui occupe de si hautes fonctions dans le pays et dans son parti politique. MÃtre Armel Niyongere prÃcise qu'Ã entendre les propos de ce sÃnateur, celui-ci ne connait pas les temps dans lesquels le pays se trouve actuellement. Il lui demande de se comporter avec humanitÃ tant dans ses paroles que dans ses actions et d'avoir le courage de demander pardon aux personnes qu'il a visÃes, aux membres de son parti et au peuple burundais tout entier en signe de reconnaissance de la dÃlicatesse de ses dÃclarations. [rpa/bonesha]

- Selon un analyste du discours, les propos du porte-parole du parti CNDD-FDD selon lesquels les signataires de la correspondance adressÃe au prÃsident de la RÃpublique pour lui demander de ne pas briguer un 3Ãme mandat mÃritaient la mort du temps du maquis montrent qu'au sein de ce parti, la place de la loi de la jungle est encore grande. Le professeur Gertrude Kazoviyo estime qu'Ã veut faire peur aux membres de ce parti qui ont signÃ ou ceux qui voudraient encore signer cette pÃtition qu'ils peuvent Ãtre tuÃs. Elle trouve que les consÃquences de ces propos ne sont pas moindres dans cette pÃriode oÃ l'on soupÃonne une probable distribution des armes dans certaines provinces et au moment oÃ le pays est engagÃ dans un processus Ãlectoral. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Justice - La directrice de la RPA antenne Ngozi a ÃtÃ entendue ce jeudi matin au parquet de la RÃpublique dans cette province. Depuis 10h 25 min, Yvette Murekasabe a ÃtÃ entendue en prÃsence de son avocat suite Ã une plainte dÃposÃe par le reprÃsentant provincial de la ligue des jeunes Imbonerakure. Cette plainte faisait suite Ã une information diffusÃe sur les ondes de cette radio faisant Ãtat de la participation de ce responsable des Imbonerakure au niveau provincial dans une rÃunion de prÃparation de massacre de Tutsi en cas de manifestations contre le 3Ãme mandat du prÃsident Nkurunziza. AprÃs cet interrogatoire, la journaliste est rentrÃe chez elle et aucun autre rendez-vous ne lui a ÃtÃ communiquÃ. Plus de 200 personnes, dont certains membres de la sociÃtÃ civile et des professionnels des mÃdias, Ãtaient venues la soutenir. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

- AprÃs cet interrogatoire qui a durÃ prÃs de 2h, le prÃsident de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ) qui Ãtait lui-mÃme sur place Ã Ngozi a fait savoir sa rÃaction. Alexandre Niyungeko estime qu'Ã agit d'une persÃcution du pouvoir Ã l'endroit des journalistes qui ne font que leur devoir que la loi est claire et que le journaliste ne peut en aucun cas divulguer sa source d'information pour quelque motif que ce soit. Il trouve par ailleurs que la justice devrait arrÃter la diversion et faire ses enquÃtes pour que ce massacre ne se produise pas. Il demande aux journalistes de continuer Ã faire leur travail conformÃment Ã la dÃontologie de leur mÃtier et la loi et de ne pas se laisser intimider par qui que ce soit. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Ã Gouvernance - Les organisations de la sociÃtÃ civile engagÃes dans la campagne "Justice pour Manirumva" ne dÃsarment pas 6 ans aprÃs l'assassinat de celui qui fÃt le vice-prÃsident de l'OLUCOME. Selon le prÃsident de l'APRODH, les commanditaires de cet assassinat doivent Ãtre punis conformÃment Ã la loi qu'il neige ou qu'il vente. Pierre Claver Mbonimpa estime que la justice ne veut pas poursuivre les vrais suspects dans cette affaire comme elle le fait d'ailleurs dans d'autres dossiers. considÃre que le gÃnÃral Adolphe Nshimirimana, le commissaire David Nikiza ainsi qu'un certain Runyanya devraient Ãtre entendus dans le cadre des enquÃtes Ã ce sujet. Il rappelle que des tÃmoignages concordants sur leur participation dans cet assassinat ont ÃtÃ faits par les ex-Ãcutants de ce plan. Cela a ÃtÃ dit sur la tombe d'Ernest Manirumva Ã oÃ sa famille ainsi que les membres de ces organisations s'Ãtaient rendus pour commÃmorer le 6Ãme anniversaire de son assassinat. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

Ã Economie - L'essence manque encore une fois dans le pays et surtout dans la ville de Bujumbura depuis dÃjÃ trois jours. Cela intervient aprÃs seulement deux semaines d'une autre pÃnurie qui avait provoquÃ de graves consÃquences dans l'Ãconomie du pays. Les causes de cette carence ne sont pas jusqu'ici connues et le ministÃre du Commerce et de l'Industrie annonce qu'il ne va pas rÃagir qu'aprÃs les discussions engagÃes depuis ce mercredi avec les concernÃs. Sur terrain, les vÃhicules font la queue sur les stations-service et ne sont pas servis Ã leur guise. Les conducteurs affirment qu'ils sont dÃpassÃs par la situation puisqu'ils sont obligÃs d'approvisionner dans la commune urbaine de Buyenzi ou Ã la frontiÃre avec la RD Congo plus prÃcisÃment Ã Gatumba et cela Ã un prix trÃs ÃlevÃ de 4.000Fbu par litre. Entre temps, les prix des produits et services commencent Ã suivre la mÃme tendance. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha/rtnb]